

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
11 janvier 2023
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 22^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 novembre 2022, à 15 heures

Présidence : M^{me} Stoeva (Bulgarie)**Sommaire**

Point 17 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement (*suite*)

Point 18 de l'ordre du jour : Développement durable (*suite*)

- a) Parvenir au développement durable : réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment grâce à l'adoption de modes de consommation et de production durables, en faisant fond sur Action 21 (*suite*)
- b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (*suite*)
- j) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (*suite*)

Point 19 de l'ordre du jour : Suivi de l'application du Nouveau programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (*suite*)

Point 20 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (*suite*)

- b) Migrations internationales et développement (*suite*)

Point 22 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (*suite*)

- a) Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) (*suite*)
- d) Mise en valeur des ressources humaines (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



Point 23 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (*suite*)

- a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (*suite*)

La séance est ouverte à 15 h 5.

1. **La Présidente** dit que les délégations qui souhaitent faire des déclarations sur les projets de résolution présentés au titre de différents points de l'ordre du jour peuvent le faire.

Déclarations sur les projets de résolution

2. **M^{me} Rodríguez Mancia** (Guatemala) déclare que le Guatemala honore tous ses engagements internationaux, conformément à sa constitution. Ainsi, en ce qui concerne le projet de résolution [A/C.2/77/L.40](#), intitulé « Harmonie avec la nature », et le projet de résolution [A/C.2/77/L.32/Rev.1](#), intitulé « Application de la Convention sur la diversité biologique et contribution au développement durable », la délégation guatémaltèque souhaite se dissocier des références faites à l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, étant donné que le Guatemala n'est pas partie à cet accord et n'est pas tenu de respecter les engagements ou les mandats qui y sont énoncés. Sa délégation demande que les processus internes de chaque pays soient respectés et que le droit de réserve soit exercé à l'égard des contenus qui contreviennent aux cadres réglementaires, sans préjudice des intérêts des autres États.

3. En ce qui concerne le projet de résolution [A/C.2/77/L.17/Rev.1](#), intitulé « 2025, Année internationale de la préservation des glaciers », si le Guatemala est attaché au principe général de la coopération entre les États et reconnaît l'importance de la gestion durable des ressources en eau de chaque État, il n'approuve pas l'expression « coopération transfrontière » et se dissocie de l'alinéa correspondant, car la législation guatémaltèque considère que les ressources en eau appartiennent à l'État et doivent donc être gérées et utilisées par les entités nationales compétentes, dans l'intérêt de la population. À ce titre, l'utilisation des cours d'eau internationaux devrait faire l'objet d'accords bilatéraux négociés et conclus exclusivement entre États.

4. En ce qui concerne le projet de résolution [A/C.2/77/L.28/Rev.1](#), intitulé « Participation des femmes au développement », la délégation guatémaltèque soutient l'esprit du texte et y souscrit ; le texte véhiculant une vision équilibrée et représentative des membres de la Commission. Toutefois, en ce qui concerne la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les textes issus de la Conférence internationale sur la population et le développement, le Guatemala réitère et maintient les réserves qu'il a déjà

exprimées, conformément à son engagement résolu de garantir la protection de la vie, dès le moment de la conception. Son gouvernement prendra les mesures nécessaires pour protéger les individus et les familles, comme le prévoit la Constitution.

5. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) déclare que les États-Unis se tiennent aux côtés de la vaste communauté des nations qui partagent leur ambition pour l'avenir d'un ordre international régi par la Charte des Nations Unies, où les droits universels de tous les individus sont défendus, où l'environnement, l'air, les océans, l'espace, le cyberspace et les voies commerciales sont protégés et accessibles à tous, et où les institutions multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies sont à la hauteur des défis mondiaux. Sa délégation se félicite des progrès accomplis par la Commission dans la réalisation du développement durable et reste déterminée à faire progresser les 17 objectifs de développement durable, la paix et la prospérité pour tous. Tout en étant partisans d'un système des Nations Unies fort et efficace, les États-Unis défendent et respectent l'autorité, les mandats indépendants et les fonctions des institutions extérieures à ce système, et saluent les efforts visant à garantir l'indépendance d'organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Lorsque les résolutions des organes de l'ONU mentionnent des institutions indépendantes, sa délégation préfère une formulation neutre qui « note » ou « reconnaît » leurs fonctions.

6. Les projets de résolution présentés par la Commission ne devraient faire référence qu'aux documents négociés par les États Membres lors des conférences des Nations Unies. Les États-Unis ne sont pas favorables à ce qu'il soit fait mention des déclarations des hôtes des conférences ou de la politique étrangère ou de l'idéologie des différents États Membres dans les résolutions. Ces dernières devraient exprimer un consensus, traiter les questions à l'échelle mondiale et éviter les formulations litigieuses qui ne reflètent pas les intérêts de la majorité.

7. La délégation américaine comprend les références aux « tensions et conflits géopolitiques » comme se référant à la guerre brutale, injustifiée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, qui a entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et exacerbé la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans le monde entier, mettant ainsi à mal des années de progrès et de stabilité. Les États-Unis restent fermement déterminés à travailler avec les États Membres pour faire face aux menaces transnationales

qui pèsent sur la paix et la prospérité, et se remettre sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

8. Une version plus longue de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation, intitulée « General explanation of position on Second Committee resolutions » (explication générale de la position sur les résolutions de la Deuxième Commission), sera prochainement publiée sur le site officiel de la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies. Ce document apporte des précisions sur la position des États-Unis sur des questions telles que les documents de consensus, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le commerce et le transfert de technologies, les droits de tirage spéciaux, la dette souveraine, le financement à des conditions concessionnelles, les sanctions économiques, la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la réduction des risques de catastrophe et les questions climatiques.

9. **M. Varganov** (Fédération de Russie) fait valoir que sa délégation se voit contrainte de clarifier sa position concernant les références faites, dans un certain nombre de projets de résolution de la Commission, aux rapports du Secrétaire général et aux rapports des organismes du système des Nations Unies. Malheureusement, certains de ces rapports présentent une analyse ouvertement partielle des conséquences de la situation en Ukraine qui ne rend pas compte de la réalité de la situation au fil du temps. Il est non seulement tendancieux mais aussi destructeur d'essayer d'attribuer tous les problèmes du monde, y compris les échecs dans la lutte contre la pauvreté et la faim, aux événements survenus en Ukraine, car cela empêche la communauté internationale de comprendre les causes réelles des crises socioéconomiques mondiales. Ces causes sont complexes et ont évolué sur une longue période, en raison de facteurs tels que les effets négatifs protéiformes de la pandémie de COVID-19, notamment sur les chaînes de valeur mondiales ; les politiques financières à courte vue des pays occidentaux, lesquels ont lutté contre la pandémie en créant des milliers de milliards de dollars non garantis qui ont alimenté l'inflation, engendrant ainsi une explosion des taux d'intérêt ; l'interconnexion de l'économie mondiale, qui a déplacé le fardeau vers un monde du Sud déjà endetté ; une transition énergétique à marche forcée ; les effets négatifs des sanctions unilatérales illégales imposées à la Russie et à d'autres États par l'Occident depuis des années, lesquelles ont entraîné la perturbation des itinéraires, des chaînes d'approvisionnement et des

transactions ; les nombreux conflits de longue date dans lesquels l'Occident est directement impliqué.

10. Au lieu d'essayer de rejeter la faute sous n'importe quel prétexte utile, il faut examiner avec lucidité la situation difficile de l'économie mondiale et s'efforcer de trouver des solutions communes. Tel est d'ailleurs l'objet des projets de résolution adoptés les jours précédents. Ces projets donnent une image beaucoup plus équilibrée que certains documents du Secrétariat, en particulier les rapports sur l'élimination de la pauvreté, l'élimination de la pauvreté en milieu rural et le développement agricole. Sa délégation est donc obligée de se dissocier de tous les passages inacceptables des rapports dont la Commission prend note dans les projets de résolution suivants : « Promouvoir des modes de consommation et de production durables pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en faisant fond sur Action 21 » ; « Vers un nouvel ordre économique international » ; « Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) » ; « Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies » ; « Système financier international et développement » ; « Soutenabilité de la dette extérieure et développement » ; « Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés » ; « Coopération pour le développement industriel » ; « Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » ; « Commerce international et développement » ; « L'entrepreneuriat au service du développement durable » ; « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable » ; « Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance » ; « Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral » ; « Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition ».

Point 17 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement (suite)
(A/C.2/77/L.10 et A/C.2/77/L.50)

Projets de résolution A/C.2/77/L.10 et A/C.2/77/L.50 : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement

11. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.50 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

12. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.50 est adopté.*

13. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique) déclare que les États-Unis se sont associés au consensus sur le projet de résolution et restent résolus à mettre en œuvre le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba, ainsi qu'à réaliser les objectifs de développement durable. Toutefois, sa délégation souhaite se dissocier de l'expression, dans le vingt-cinquième alinéa, « qu'aucun pays ne soit oublié », car cette formulation vise à déplacer le débat vers un ensemble plus étroit d'intérêts nationaux particuliers et à l'éloigner des personnes et des populations. On trouve dans la version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation la position de cette dernière sur les références au Programme d'action d'Addis-Abeba, au Programme 2030, aux droits de tirage spéciaux, au financement à des conditions concessionnelles et à la caractérisation du commerce et des transferts de technologies.

14. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.10 est retiré.*

Point 18 de l'ordre du jour : Développement durable (suite) (A/C.2/77/L.17/Rev.1 et A/C.2/77/L.18/Rev.1)

Projet de résolution A/C.2/77/L.17/Rev.1 : 2025, Année internationale de la préservation des glaciers

15. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

16. **M. Hikmat** (Tadjikistan), présentant le projet de résolution, souligne que les glaciers sont la principale source d'eau douce et que leur fonte accélérée, associée à une augmentation de la consommation d'eau, pourrait avoir des conséquences négatives. Le projet vise à sensibiliser et à améliorer la coopération internationale sur la question des glaciers, tout en donnant des mandats pour mobiliser des ressources financières à l'appui de leur préservation. Tous les États Membres et les autres parties prenantes sont invités à observer l'Année internationale de la préservation des glaciers et la Journée mondiale des glaciers, et à échanger les meilleures pratiques et les connaissances sur la question des glaciers, de la neige et de la glace.

17. **M^{me} Herity** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Bahamas, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Géorgie, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Madagascar, Malte, Monténégro, Namibie, Ouganda, République de Corée, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Tchéquie, Togo, Tonga, Tuvalu et Yémen. Elle indique ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Antigua-et-Barbuda, Cameroun, Émirats arabes unis,

Gabon, Gambie, Guinée, Nigéria et République centrafricaine.

18. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.17/Rev.1 est adopté.*

Projet de résolution A/C.2/77/L.18/Rev.1 : Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

19. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

20. **M. Ibragimov** (Ouzbékistan), présentant le projet de résolution, déclare que le texte souligne l'importance de la contribution des parlements à l'action de coopération multilatérale en faveur du développement durable et invite les États Membres à promouvoir le rôle des parlements dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable. Le texte engage également l'Organisation des Nations Unies à collaborer avec les États Membres pour renforcer les capacités institutionnelles des parlements, qui occupent une position singulière leur permettant d'accroître la responsabilité et le caractère inclusif des processus de mise en œuvre.

21. **M^{me} Herity** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Andorre, Bélarus, Chine, Colombie, Croatie, Estonie, Finlande, France, Guatemala, Islande, Israël, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mongolie, Monténégro, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Suède, Tchad, Tchéquie et Thaïlande. Elle indique ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs : Bahreïn, Costa Rica, Maroc, Namibie, Nigéria, Panama, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Timor-Leste et Togo.

22. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.18/Rev.1 est adopté.*

23. **M^{me} Baños Müller** (El Salvador) déclare que les parlements ont été reconnus comme des acteurs clés dans la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable. Des crises multiples et les problèmes qu'elles ont entraînés ont conduit à des reculs sur la voie du développement durable, mais le chemin à suivre reste clair et l'Organisation des Nations Unies doit prendre des mesures concrètes pour cerner ces problèmes et les affronter. Le projet de résolution sonne donc comme un appel lancé par l'Assemblée générale aux parlements pour qu'ils institutionnalisent utilement le Programme

2030, intègrent les objectifs dans leurs processus législatifs et contribuent aux activités de suivi et d'évaluation, afin de créer un consensus au sein des États sur la question du développement durable.

24. El Salvador est profondément préoccupé par les difficultés qui sont apparues au cours des négociations sur le projet de résolution, en ce qui concerne le rôle fondamental des parlements dans l'adoption de mesures urgentes de lutte contre les changements climatiques et ses effets. Les parlements ont joué un rôle essentiel dans la réponse aux changements climatiques, en transcrivant les accords internationaux dans la législation nationale et régionale, en allouant des ressources et en établissant des mécanismes de suivi. En conséquence, l'Assemblée générale doit tenir compte du rôle joué par les parlements dans la réalisation des objectifs de développement durable, reconnaître à leur juste valeur leurs contributions et encourager la poursuite des efforts, compte tenu du champ d'application des trois dimensions du développement durable et des liens entre ces dimensions.

25. En ce qui concerne l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, le projet de résolution mesure l'importance de promouvoir la participation des femmes dans les parlements et les procédures parlementaires, et encourage l'adoption d'une législation et de méthodes de travail parlementaires visant à tenir compte des questions de genre et à lutter contre toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes. Des progrès insuffisants ont été réalisés pour ce qui est d'assurer une représentation égale des femmes et des hommes dans les parlements nationaux, bien que le Programme 2030 prenne acte du fait que la participation pleine, égale, effective et substantielle des femmes à la prise de décision et à la formulation des politiques est une nécessité primordiale pour la réalisation des objectifs. L'un des obstacles rencontrés par les femmes à cet égard est la prévalence de la violence fondée sur le genre, qui limite leur accès aux postes à responsabilités et leur capacité de remplir des mandats électifs. La communauté internationale se doit de reconnaître que la violence à l'égard des femmes parlementaires nuit gravement à l'efficacité des parlements.

26. **M^{me} Kavaleuskaya** (Bélarus) déclare que, face aux multiples menaces et problèmes mondiaux, d'une complexité sans précédent, un dialogue non politisé et mutuellement respectueux, y compris par la diplomatie parlementaire, est peut-être le seul moyen d'obtenir un compromis, de faire preuve de solidarité et de parvenir à un accord. Il importe d'approfondir et d'élargir la coopération et les partenariats entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union

interparlementaire pour mettre en œuvre le Programme 2030 de manière efficace.

27. La contribution des parlementaires au renforcement de la démocratie et au maintien de la paix et de la sécurité est indéniable. Dans ce contexte, le recours aux sanctions, quelles qu'elles soient, contre des parlementaires est totalement inacceptable. Sa délégation enjoint aux partenaires de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales contre des membres des parlements nationaux et, dans l'intérêt du multilatéralisme, de garantir la participation sans entrave des parlementaires de tous les États Membres aux manifestations internationales, notamment celles appelant une coopération interparlementaire, sur une base non discriminatoire.

28. Les parlements nationaux jouent un rôle moteur dans l'accélération de la réalisation du développement durable. Son pays est prêt à continuer de participer activement aux travaux de l'Union interparlementaire et de développer et renforcer la coopération entre les parlements nationaux dans un cadre bilatéral afin de donner un élan à l'action visant à promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030.

a) Parvenir au développement durable : réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment grâce à l'adoption de modes de consommation et de production durables, en faisant fond sur Action 21 (suite)
(A/C.2/77/L.19/Rev.1, A/C.2/77/L.21 et A/C.2/77/L.44)

Projet de résolution A/C.2/77/L.19/Rev.1 : Promouvoir l'adoption d'initiatives zéro déchet pour appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030

29. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

30. **M. Keçeli** (Türkiye), présentant le projet de résolution, indique que le texte vise à contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030, du Nouveau Programme pour les villes, de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. Le texte s'appuie également sur les travaux menés par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires, sans faire double emploi avec les programmes ou projets en cours. À cette fin, le texte encourage la coopération interinstitutions au sein du système des Nations Unies, ainsi qu'avec les structures mondiales et régionales concernées.

31. Toutes les activités proposées dans le projet de résolution seront couvertes par des contributions volontaires, y compris les initiatives suivantes : la création par le Secrétaire général d'un conseil consultatif chargé de promouvoir les initiatives zéro déchet locales par la diffusion des pratiques exemplaires ; l'organisation d'une manifestation de haut niveau d'une journée visant à faciliter le dialogue sur l'objectif de développement durable n° 12, y compris les initiatives zéro déchet locales et nationales ; la proclamation du 30 mars « Journée internationale du zéro déchet ».

32. **M^{me} Herity** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Angola, Arabie saoudite, Belize, Brunéi Darussalam, Chili, Colombie, Cuba, Gabon, Ghana, Guinée-Bissau, Guyana, Îles Salomon, Italie, Japon, Libéria, Madagascar, Maldives, Oman, Ouganda, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Suède, Suriname, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie. Elle indique ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Bolivie (État plurinational de), Namibie, République centrafricaine, Sainte-Lucie et Timor-Leste.

33. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.19/Rev.1 est adopté.*

34. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont heureux de se joindre au consensus sur le projet de résolution et soutiennent tous les efforts visant à promouvoir une gestion écologiquement rationnelle des déchets. Les démarches zéro déchet contribueront à améliorer la gestion des déchets et les efforts de l'Assemblée générale à cet égard sont très appréciés. La version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation rend compte de la position des États-Unis sur les références au Programme d'action d'Addis-Abeba et au Programme 2030.

35. **M. Gamber** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine, pays candidats, et, en outre, de Monaco, dit que l'Union européenne et ses États membres se sont joints au consensus sur le projet de résolution et demandent que sa mise en œuvre respecte strictement les modalités convenues. L'adoption du projet de résolution ne doit pas amener à faire double emploi avec les travaux existants et le texte ne donne pas de nouveau mandat au système des Nations Unies en ce qui concerne le zéro déchet. Les travaux du conseil qu'il est proposé d'établir devraient

donc être strictement limités à la promotion des initiatives locales et nationales. Les initiatives zéro déchet peuvent contribuer à une économie plus circulaire, permettre une gestion plus durable des ressources naturelles et réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne se félicite des progrès réalisés au cours des négociations à cet égard.

Projets de résolution A/C.2/77/L.21 et A/C.2/77/L.44 : Promouvoir des modes de consommation et de production durables pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en faisant fond sur Action 21

36. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.44 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

37. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.44 est adopté.*

38. **M. Gamber** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Türkiye et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine et de la Géorgie, candidats potentiels, et, en outre, de Monaco, dit que le consensus atteint sur le projet de résolution souligne la pertinence universelle de modes de consommation et de production durables pour la transformation durable des économies, et pour la réalisation du Programme 2030. Après deux ans de négociations limitées, la Commission a entrepris de mettre à jour le projet de résolution, afin de rendre compte des engagements pris récemment par les États Membres et le système des Nations Unies.

39. Même si le consensus obtenu n'atteint pas l'ensemble des résultats souhaités, des progrès considérables ont été accomplis. L'Union européenne salue le fait que le texte fasse référence à la décision, prise par le Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, d'approuver la Stratégie mondiale pour 2023-2030 en faveur d'une consommation et d'une production durables, ainsi qu'aux décisions clés prises par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Toutefois, le projet de résolution ne fait pas encore ressortir pleinement l'accent mis sur la consommation et la production durables et sur l'objectif de développement durable n° 12, et comprend encore de nombreux paragraphes généraux et des considérations rétrospectives. Le texte doit être abrégé et les aspirations tournées vers l'avenir et l'action qui y figurent doivent être renforcées.

40. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.21 est retiré.*

b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (suite)
(A/C.2/77/L.23 et A/C.2/77/L.43)

Projets de résolution A/C.2/77/L.23 et A/C.2/77/L.43 : Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir

41. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.43 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

42. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.43 est adopté.*

43. **M. Fidoe** (Royaume-Uni) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution. En ce qui concerne la formulation utilisée dans le neuvième alinéa, relatif à la portée et à l'applicabilité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Royaume-Uni estime que toutes les références à la législation et aux politiques internationales, régionales et nationales devraient être conformes à la Convention, et se range derrière l'expression employée dans la résolution d'ensemble sur les océans et le droit de la mer comme source faisant autorité pour toute référence faite à la Convention dans les résolutions de l'Assemblée générale.

44. **M^{me} Banerjee** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, qui met en évidence certaines des vulnérabilités singulières et des problèmes économiques urgents auxquels la région des Caraïbes fait face, et espère que son adoption encouragera les États Membres à établir des partenariats avec la région pour renforcer la résilience de cette dernière face aux catastrophes naturelles d'origine climatique. En ce qui concerne le vingtième alinéa, les États-Unis font remarquer que les conversions de dettes peuvent être des outils utiles à l'appui de certains objectifs politiques, y compris l'adaptation au climat, mais souhaitent établir une distinction claire entre l'utilisation des conversions de dettes pour atteindre des objectifs politiques et l'utilisation des conversions de dettes pour traiter les questions de soutenabilité de la dette. Les conversions de dettes ne conviennent généralement pas lorsqu'il s'agit de régler des questions fondamentales de soutenabilité de la dette et ne peuvent résoudre les crises de la dette à grande échelle ni remplacer les programmes et les traitements conçus

pour rétablir la soutenabilité de la dette dans des cas précis. Les États-Unis ne sont pas favorables à l'utilisation des conversions de dettes pour résoudre les problèmes de soutenabilité de la dette et ne considèrent pas que le libellé indique un tel soutien. La version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation rend compte de la position des États-Unis sur les références aux transferts de technologie, au commerce et à l'OMC.

45. **M^{me} İstemil Aydil** (Türkiye) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution et se félicite de son adoption. Tout en soutenant vigoureusement l'action menée par l'Association des États de la Caraïbe pour élaborer et mettre en place des initiatives régionales visant à promouvoir la conservation et la gestion durables des ressources côtières et marines, la Türkiye se dissocie des références faites dans le projet de résolution à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui ne doivent pas être interprétées comme un changement de sa position juridique à l'égard de cette dernière.

46. **M. Gambert** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine et de la Géorgie, candidats potentiels, et, en outre, de Monaco, déclare que l'Union européenne se félicite de l'adoption du projet de résolution, en particulier du fait que le texte mentionne les déclarations appelant à une action urgente pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable n° 14. Il est également essentiel que le texte souligne les effets cumulés de l'activité humaine sur les océans et le rôle joué par des écosystèmes océaniques en bonne santé.

47. Toutefois, l'expression employée dans le neuvième alinéa n'est pas conforme aux termes convenus dans la résolution d'ensemble sur les océans et le droit de la mer, qui devrait rester la source faisant autorité pour toute référence à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans les résolutions de l'Assemblée générale. La Convention promeut la stabilité juridique et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le caractère universel de la Convention est attesté par son libellé et son objet, ainsi que par l'engagement qui y est pris de régler toutes les questions relatives au droit de la mer en partant du principe qu'elles sont interdépendantes et qu'elles doivent être considérées comme un tout. Le fait de se joindre au consensus sur l'adoption du projet de résolution ne vaut ni approbation des termes employés dans le neuvième alinéa ni soutien en faveur de leur utilisation dans toute résolution future.

48. **M^{me} Marin Sevilla** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que sa délégation s'est ralliée à l'approbation du projet de résolution afin de parvenir à un consensus, mais souhaite exprimer ses réserves quant au contenu du neuvième alinéa. Le Venezuela n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et, en tant que tel, les normes de cette dernière ne lui sont pas applicables, conformément au droit conventionnel ou à la coutume internationale, sauf lorsqu'elles sont expressément reconnues, ou si elles sont reconnues à l'avenir, par l'État vénézuélien, par leur incorporation dans la législation nationale. Les raisons qui empêchent le Venezuela d'adhérer à ces instruments subsistent.

49. **M. Hajilari** (République islamique d'Iran) souligne que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, mais qu'elle souhaite se dissocier des références faites à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans le texte.

50. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.23 est retiré.*

j) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (suite) (A/C.2/77/L.42/Rev.1)

Projet de résolution A/C.2/77/L.42/Rev.1 : Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière

51. **La Présidente** indique que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme et qu'un vote enregistré a été demandé par Israël.

52. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, déclare que les États-Unis soutiennent les efforts déployés pour lutter contre les tempêtes de sable et de poussière, qui ont des causes différentes, selon le lieu et le moment. Toutefois, en raison de la formulation utilisée dans le texte final qui dénote un parti pris contre un seul État Membre, les États-Unis devront voter contre le projet de résolution. La version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation rend compte de la position des États-Unis sur les références au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba et aux transferts de technologies.

53. **M. Arnj** (Israël), expliquant son vote avant le vote, indique que sa délégation a participé activement aux négociations et demandé un vote sur le projet de résolution, compte tenu de son extrême importance. Le projet de résolution contient des références factuellement incorrectes à l'identité des participants au dialogue interactif de haut niveau sur les tempêtes de sable et de poussière qui s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 16 juillet 2018. Bien que sa délégation et d'autres aient mis l'accent sur

cette question au cours des négociations, certaines délégations ont ignoré les faits et insisté pour falsifier les faits. Israël n'acceptera pas le libellé du texte sous la contrainte et continuera de voter contre le projet de résolution, jusqu'à ce que les rédacteurs décident que promouvoir le développement durable est plus important que d'interposer des intérêts politiques étroits dans les travaux de la Commission. Sa délégation engage les autres délégations à voter contre le projet de résolution et espère qu'une plus grande attention sera accordée au développement durable à l'avenir, afin que le texte puisse être adopté par consensus.

54. *Sur la demande du représentant d'Israël, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/77/L.42/Rev.1.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal,

Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent :

Australie, Papouasie-Nouvelle-Guinée.

55. *Le projet de résolution est adopté par 174 voix contre 2, avec 2 abstentions.*

Point 19 de l'ordre du jour : Suivi de l'application du Nouveau programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (suite) (A/C.2/77/L.39 et A/C.2/77/L.49)

Projets de résolution A/C.2/77/L.39 et A/C.2/77/L.49 : Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

56. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.49 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

57. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.49 est adopté.*

58. **M^{me} Kennedy** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis se sont joints au consensus sur le projet de résolution, car aider les établissements humains à se relever après des conflits et des catastrophes fait partie du mandat du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). À cet égard, il est décevant que le texte ne fasse pas de place aux effets de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et d'autres conflits qui causent préjudice aux infrastructures urbaines, au développement et à l'environnement. La version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation rend compte de la position des États-Unis sur les références au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

59. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.39 est retiré.*

Point 20 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (suite) (A/C.2/77/L.2 et A/C.2/77/L.46)

Projets de résolution A/C.2/77/L.2 et A/C.2/77/L.46 : Vers un nouvel ordre économique international

60. **La Présidente** indique que le projet de résolution A/C.2/77/L.46 n'a pas d'incidences sur le budget-programme et qu'un vote enregistré a été demandé.

61. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation votera contre le projet de résolution et engage instamment les autres délégations à faire de même. Le texte pose plusieurs problèmes à sa délégation, notamment les expressions qui tendent à prescrire des mesures à des institutions indépendantes telles que le FMI et la Banque mondiale, ainsi qu'une référence problématique à des « mesures économiques, financières ou commerciales unilatérales ». Le projet de résolution préconise également des transferts de technologies, mais pas à titre volontaire ou à des conditions mutuellement convenues, et contient une référence inacceptable à l'« occupation étrangère ».

62. *Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/77/L.46.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago,

Tunisie, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Ukraine.

S'abstiennent :

Arménie, Türkiye.

63. *Le projet de résolution est adopté par 124 voix contre 50, avec 2 abstentions.*

64. **M^{me} Kafková** (Tchéquie), prenant la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres, dit que les États membres de l'Union européenne ont voté contre le projet de résolution dans sa forme actuelle. L'Union européenne a participé de bonne foi aux négociations, mais n'a pas pu parvenir à un consensus, en raison de deux positions divergentes. La configuration du vote est conforme à la position de l'Union européenne sur les résolutions précédentes concernant le nouvel ordre économique international, et les arguments restent inchangés. L'Union européenne reste convaincue que les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), de 1974, ne constituent pas un cadre adapté à l'époque actuelle et ne permet pas de relever les multiples défis qui se posent à l'heure de la mondialisation. Renvoyer à des notions qui datent du milieu des années 1970 peut laisser entendre à tort que l'Organisation des Nations Unies est inapte à contribuer au règlement des problèmes actuels et risque de marginaliser le rôle de l'Organisation dans la gouvernance économique mondiale.

65. Comme expliqué lors des séances précédentes, le projet de résolution continue d'aborder des questions de fond déjà couvertes par d'autres résolutions de l'Assemblée générale. Le texte traite également de questions examinées par le forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement et, bien que les travaux de la Commission soient très importants, il convient d'éviter les doubles emplois. Les textes issus des conférences des Nations Unies tenues en 2015, à savoir le Cadre de Sendai, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le

Programme 2030 et l'Accord de Paris, constituent le cadre permettant de s'attaquer aux problèmes contemporains. Il convient également de prendre en considération les débats et les décisions d'autres institutions et instances pertinentes, telles que les institutions de Bretton Woods, le Groupe des Vingt et l'OMC. L'Union européenne est prête à participer aux débats visant à améliorer la gouvernance économique mondiale, en vue d'édifier une architecture internationale solide, cohérente, ouverte et représentative au service du développement durable, dans le respect du mandat des différentes organisations.

66. En ce qui concerne l'augmentation du financement à des conditions concessionnelles et l'attribution de droits de tirage spéciaux, l'Union européenne considère qu'on devrait seulement demander aux États Membres de remplir leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD). Les questions relatives à l'augmentation des dons aux institutions financières internationales sont négociées par les gouverneurs de chaque institution, dans le cadre de leurs capacités financières. En outre, le projet de résolution contient des termes inacceptables sur les mesures coercitives unilatérales et appelle à des transferts de technologies qui ne sont pas soumis à des conditions mutuellement convenues.

67. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.2 est retiré.*

b) Migrations internationales et développement (suite) (A/C.2/77/L.12 et A/C.2/77/L.48)

Projets de résolution A/C.2/77/L.12 et A/C.2/77/L.48 : Migrations internationales et développement

68. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.48 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

69. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.48 est adopté.*

70. **M. Cimino** (Italie) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, comme elle l'avait fait les années précédentes. Depuis de nombreuses années, l'Italie travaille en partenariat avec de nombreux pays d'origine et de transit pour s'attaquer aux causes profondes de la migration forcée, tout en accueillant et en soutenant plusieurs diasporas. Le texte actuel du projet de résolution contient des références supplémentaires au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et à la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés. L'adoption du projet de résolution ne modifie pas la position de l'Italie concernant le Pacte mondial, comme elle l'a déclaré tant au moment de son adoption en 2018 qu'à l'occasion de l'adoption de la

Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés.

71. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique) dit qu'en se joignant au consensus sur le projet de résolution, sa délégation souhaite clarifier ses vues sur plusieurs éléments du texte. En mai 2022, les États-Unis ont exposé leur interprétation de la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés, et cette interprétation reste applicable aux paragraphes du projet de résolution qui sont tirés de la Déclaration. Les États-Unis ont publié une déclaration nationale révisée sur l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui comprend certaines explications et restrictions, et cette déclaration continue de rendre compte de leur position sur les références faites au Pacte mondial dans le texte du projet de résolution.

72. La délégation américaine approuve la perspective adoptée dans le Pacte mondial et reste déterminée à travailler avec d'autres pays pour gérer les migrations selon des modalités fondées sur les droits humains, la transparence, la non-discrimination, le partage des responsabilités et la souveraineté des États. Le Pacte mondial énonce des aspirations et ce document ne crée ni ne modifie aucun droit ou obligation en droit international ou interne. De même, le projet de résolution présente des engagements juridiquement non contraignants que les États-Unis ambitionnent de respecter, pour autant qu'ils soient conformes à leur droit interne et à leurs obligations internationales. Sa délégation interprète les références aux garanties d'une procédure régulière et autres protections comme étant conformes aux obligations juridiques internationales, aux lois et aux pratiques des États-Unis.

73. Les références abrégées à certains droits humains qui figurent dans la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés sont comprises comme des abréviations des termes plus précis employés dans les traités applicables. Les États-Unis maintiennent leurs positions de longue date sur les droits spécifiques et sur la portée territoriale des obligations qui leur incombent en vertu des traités auxquels ils sont partie. Ils constatent en outre que ni le projet de résolution ni la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés n'exigent des États qu'ils appliquent des dispositions d'instruments internationaux auxquels ils ne sont pas partie, et restent préoccupés par le fait d'assimiler des discours et des idées à de la violence. La position des États-Unis sur d'autres questions traitées dans le projet de résolution figure dans la version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par la délégation américaine.

74. **M. Varganov** (Fédération de Russie) déclare que sa délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution, qui a été possible grâce aux efforts constructifs de toutes les délégations. Le projet comprend un certain nombre d'éléments nouveaux et importants, tels que la prévention de la « fuite des cerveaux » et la mise en évidence du lien entre les migrations et les processus d'intégration régionale. Si, dans le projet de résolution, le constat est fait que les départs à l'étranger de professionnels qui ont suivi des formations poussées et sont hautement compétents se multiplient, il y est également recommandé que soient prises des mesures nationales et internationales spécifiques pour inverser cette tendance, optimiser le « retour des cerveaux » dans les pays d'origine et tirer parti du dividende démographique.

75. Il convient de noter que le projet de résolution appelle également à éliminer toutes les formes de discrimination, y compris le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, la stigmatisation, les discours de haine, les crimes haineux visant les migrants et les diasporas ainsi que les stéréotypes négatifs et les récits trompeurs qui engendrent des perceptions négatives de la migration et des migrants. Malheureusement, les migrants de certaines nationalités et de certaines croyances religieuses continuent de faire l'objet de pressions injustifiées, voire de persécutions, dans les pays de destination. Il est donc regrettable que la formulation proposée par une délégation, engageant les États à sauver la vie des migrants et à empêcher qu'on leur fasse du mal, n'ait pas été retenue dans le projet final.

76. **M. Ebner** (Autriche) dit que, même si certains paragraphes du texte sont en contradiction avec la position autrichienne sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, comme elle l'avait fait précédemment lors de l'adoption de la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés. L'Autriche s'est abstenue de voter sur le Pacte mondial en 2018, et si elle ne s'est pas opposée à certains paragraphes du projet de résolution, sa position générale sur le Pacte mondial reste inchangée.

77. **M. Gaal** (Hongrie) indique que la Hongrie a voté contre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018 et n'a pas participé à sa mise en œuvre depuis lors. C'est pourquoi elle ne peut accepter aucune référence au Pacte mondial dans les documents négociés au niveau international. Sa délégation ne pense pas que la migration puisse ou doive être la réponse aux problèmes de développement, mais plutôt que l'accent doit être mis sur les projets de

développement dans les pays d'origine, visant à établir des solutions durables et à améliorer les conditions de vie. La perspective d'ensemble du projet de résolution reste fondamentalement différente de la position générale de la Hongrie sur les migrations, et la Hongrie se dissocie donc de l'ensemble du texte du projet de résolution.

78. **M. Bisseswar** (Pays-Bas) dit que l'adoption consensuelle du projet de résolution est un fait positif, et que les Pays-Bas continueront à appuyer le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en tant que cadre principal pour la gestion des migrations internationales. Les Pays-Bas s'efforceront également de faire progresser l'application des recommandations du Forum d'examen des migrations internationales, en collaboration avec le Réseau des Nations Unies sur les migrations. À cet égard, la position des Pays-Bas reste la même que celle exprimée lors de l'adoption de la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés.

79. **M^{me} Ozolina** (Lettonie) dit que la Lettonie s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, mais qu'elle a noté que plusieurs paragraphes du texte font référence au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et à sa mise en œuvre. La Lettonie n'a pas voté pour le Pacte mondial en 2018 et n'a pas appliqué ses dispositions, ni celles de la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés.

80. **M^{me} Kafková** (Tchéquie) indique que si la Tchéquie s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, elle a voté contre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018. Dès lors, ni le Pacte mondial ni la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés ne créent d'obligations juridiques pour la Tchéquie, et ni l'un ni l'autre ne doit conduire à l'émergence d'un droit international coutumier. En outre, les tribunaux nationaux ou internationaux ne doivent pas s'appuyer sur ces documents comme des références pour interpréter les dispositions légales en matière de migration.

81. **M. Malinauskas** (Lituanie) déclare que la Lituanie trouve bon que les États disposent de l'autorité souveraine pour faire la distinction entre migration régulière et irrégulière, dans le cadre de leur juridiction. Cette distinction aurait pu être plus clairement intégrée dans l'ensemble du texte du projet de résolution. Si la sécurité sociale et les droits en matière de protection sociale relèvent exclusivement de la compétence nationale, tous les migrants ont droit à un accès sûr aux services essentiels. Une gestion efficace des migrations

devrait reposer sur une approche globale, qui tienne compte à la fois des possibilités et des responsabilités. Les pays d'origine, de transit et de destination devraient coopérer sur tous les aspects de cette approche globale et, en particulier, sur la gestion efficace des frontières, la lutte contre la contrebande et la traite des personnes, et la lutte contre les causes profondes des migrations, sans susciter d'attentes déraisonnables en matière de légalisation des flux migratoires irréguliers.

82. **M. Lages** (Portugal) dit que sa délégation se félicite de la conformité du projet de résolution avec le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui constitue un cadre global et intégré aux fins des discussions sur les migrations internationales. Le texte a été mis à jour pour tenir compte de la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés, et des progrès décisifs ont dès lors été faits du point de vue de la teneur du texte. Le Portugal se félicite également de l'adoption du projet de résolution par consensus, après plusieurs années d'adoption par vote, ce qui envoie un signal politique fort illustrant la détermination de la communauté internationale à tirer parti de la contribution des migrants au développement durable.

83. **M^{me} Garbacz** (Pologne) dit que si la Pologne s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, le texte comprend de nombreuses références au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et au Forum d'examen des migrations internationales, que la Pologne ne soutient ni l'un ni l'autre. Le fait de se joindre au consensus sur le projet de résolution ne modifie pas la position de la Pologne sur ces instruments.

84. **M. Gatev** (Bulgarie) déclare que la Bulgarie s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, bien qu'elle se soit abstenue de voter sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La position de la Bulgarie demeure inchangée à cet égard.

85. **M^{gr} Murphy** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation se félicite de l'adoption par consensus du projet de résolution, qui contribue à cerner les problèmes socioéconomiques rencontrés dans le contexte des migrations internationales et à y répondre, et définit des mesures concrètes visant à tirer parti des possibilités qu'offrent des migrations internationales bien gérées. À cet égard, le Saint-Siège se félicite du renforcement du dispositif du texte et de la reprise des recommandations formulées par le Forum d'examen des migrations internationales. Néanmoins, sa délégation regrette que la recommandation portant sur la protection globale du droit à la vie des migrants soit la seule à avoir été omise, et espère qu'elle sera intégrée lors du

prochain examen du projet de résolution. En ce qui concerne le terme « genre », le Saint-Siège exprime sa réserve quant au fait que ce terme est compris par sa délégation comme reposant sur les identités et les différences sexuelles biologiques, et renvoyant donc soit à l'homme, soit à la femme.

86. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.12 est retiré.*

Point 22 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (suite)(A/C.2/77/L.15/Rev.1)

Projet de résolution A/C.2/77/L.15/Rev.1 : Promotion du tourisme durable et résilient, y compris l'écotourisme, aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement

87. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

88. **M^{me} El Hilali** (Maroc), présentant le projet de résolution, souligne que le tourisme est l'un des secteurs les plus durement éprouvés par la pandémie de COVID-19, qui a mis en péril entre 100 et 120 millions d'emplois, principalement dans les petites et moyennes entreprises. La coopération internationale est nécessaire pour faciliter une reprise durable du secteur du tourisme, qui, en plus d'être une source cruciale de revenus pour les pays en développement, contribue également à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à accroître la productivité des entreprises locales et à créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, tout en étant un levier potentiel de développement. Le tourisme joue un rôle économique important pour les populations locales, et les pratiques de tourisme durable contribuent à créer de la richesse et à préserver les cultures et le patrimoine naturel. Les discussions sur le projet de résolution ont mis en évidence la nécessité de renforcer la confiance des voyageurs, de comprendre et de suivre les nouvelles tendances du marché et de bâtir des secteurs touristiques plus résilients et plus inclusifs.

89. **M^{me} Herity** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Cuba, Estonie, Guatemala, Guinée-Bissau, Hongrie, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Monaco, Monténégro, Népal, Pays-Bas, Paraguay, Pologne, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Suriname, Tchéquie, Tunisie, Turkménistan et Zambie. Elle note ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs : Afrique du Sud, Albanie, Bahreïn, Colombie, Eswatini, Îles Salomon, Kirghizistan, Lesotho, Macédoine du Nord, Myanmar,

Namibie, Ouzbékistan, Palaos et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

90. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.15/Rev.1 est adopté.*

91. **M^{me} Mamesah** (Indonésie) déclare que l'industrie du tourisme contribue de manière importante à l'économie de nombreux pays et que la pandémie de COVID-19 lui a fait du tort. Sa délégation se félicite que le projet de résolution mentionne le rapport sur la Journée mondiale du tourisme 2022, intitulé « Rethinking Tourism: From Crisis to Transformation » (Repenser le tourisme : de la crise à la transformation). Le projet de résolution traduit clairement le désir commun de renforcer la coopération pour promouvoir un secteur touristique durable et résilient.

a) Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) (suite) (A/C.2/77/L.24 et A/C.2/77/L.54)

Projets de résolution A/C.2/77/L.24 et A/C.2/77/L.54 : Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027)

92. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.54 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

93. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.54 est adopté.*

94. **M. Curran** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Türkiye et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine et de la Géorgie, candidats potentiels, et, en outre, d'Andorre et de Monaco, dit que, l'élimination de la pauvreté ayant encore été entravée par la pandémie de COVID-19, la triple crise mondiale et les répercussions des tensions et conflits géopolitiques, le projet de résolution revêt une importance renouvelée pour ce qui est d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Le texte relève la nécessité d'envisager de manière durable tous les aspects de la reprise et souligne l'importance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'éducation s'agissant de l'élimination de la pauvreté. Le texte insiste sur l'importance des services de santé, des systèmes de protection sociale, de l'industrialisation durable et des emplois durables, tout en constatant le lien entre l'élimination de la pauvreté et l'autonomisation des femmes et des filles. Le projet de résolution souligne qu'il importe de renforcer la résilience et constitue un engagement à ne laisser personne de côté sur la voie de la reprise.

95. **M^{me} Banerjee** (États-Unis d'Amérique) déclare que les États-Unis sont heureux de se joindre au consensus sur le projet de résolution et souhaitent clarifier leur position sur certaines parties du texte. En ce qui concerne le paragraphe 19, la délégation américaine souligne que les formulations relatives au commerce négociées ou adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ou sous leurs auspices, n'ont aucune incidence sur la politique commerciale, les obligations ou les engagements des États-Unis, ni sur le programme de l'OMC. La même position s'applique aux appels préconisant d'adopter des démarches qui pourraient nuire aux incitations à l'innovation, telles que des transferts de technologies qui ne sont pas volontaires et ne suivent pas des modalités arrêtées d'un commun accord.

96. Au paragraphe 36, sa délégation comprend la référence à l'intensification de l'APD comme renvoyant à l'appui à la capacité budgétaire au moyen de l'APD, et non comme une demande générique visant à augmenter l'APD. En ce qui concerne les paragraphes 29 et 37, les États-Unis considèrent comme un précédent les termes employés au paragraphe 51 du Programme d'action d'Addis-Abeba concernant les engagements et les objectifs en matière d'APD, et repris dans le projet de résolution de la Commission sur le financement du développement de 2022. Les États-Unis considèrent que le libellé de ces paragraphes fait référence aux engagements pris par chaque pays et ne se sont pas engagés à atteindre un objectif particulier en matière d'APD par rapport au revenu national brut. La position des États-Unis sur le commerce, l'OMC, le financement à des conditions concessionnelles et les transferts de technologies figure dans la version longue de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation.

97. **M. Gaal** (Hongrie) déclare que la Hongrie est entièrement acquise à la cause des objectifs de développement durable et de l'élimination de la pauvreté, et souhaite jouer un rôle plus important dans l'action menée pour régler les problèmes les plus importants avec lesquels la communauté internationale est aux prises. La Hongrie donne donc la priorité à la mise en œuvre de programmes et de projets dans plusieurs domaines, afin de favoriser le développement durable et d'éliminer la pauvreté. Même si sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, l'énumération des groupes vulnérables figurant dans le texte n'est pas conforme à la position de la Hongrie. Une référence plus générale aux groupes vulnérables et aux personnes en situation de vulnérabilité aurait été préférable.

98. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.24 est retiré.*

d) Mise en valeur des ressources humaines (suite)
(A/C.2/77/L.27 et A/C.2/77/L.47)

*Projets de résolution A/C.2/77/L.27 et A/C.2/77/L.47 :
Mise en valeur des ressources humaines*

99. **La Présidente** dit que le projet de résolution A/C.2/77/L.47 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

100. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.47 est adopté.*

101. **M. Sellars** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis se sont joints au consensus sur le projet de résolution, étant entendu que les références à la prise de mesures sur divers aspects de l'éducation ont été faites dans des termes qui tiennent compte de leurs propres cadres de gouvernance en matière d'éducation aux niveaux national, fédéral, local et au niveau des États et qui sont leur sont conformes. La version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation rend compte de la position des États-Unis sur les transferts de technologie.

102. **M. de La Maisonneuve** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Türkiye et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, candidat potentiel, et, en outre, d'Andorre et de Monaco, déclare que l'Union européenne et ses États membres sont heureux de se joindre au consensus sur le projet de résolution, qui est plus important que jamais, compte tenu des nombreux et importants défis qui se sont fait jour depuis l'adoption de la précédente résolution sur le sujet. Le renforcement du capital humain est un élément essentiel pour ce qui est de relever ces défis. L'Union européenne et ses États membres considèrent donc les ressources humaines comme une priorité et sont le principal pourvoyeur d'APD, qu'ils livrent à l'aide d'instruments financiers innovants, conformément à leur engagement de soutenir les efforts mondiaux visant à surmonter les chocs, les défis et les obstacles. À cet égard, l'éducation, la santé et la transition numérique sont des leviers essentiels de la mise en valeur des ressources humaines et des catalyseurs aux fins de la réalisation accélérée des objectifs de développement durable.

103. **M. Gaal** (Hongrie) déclare que, malgré l'importance du projet de résolution et de ses objectifs, la Hongrie ne peut soutenir les paragraphes relatifs aux migrations, puisque les migrations ne sont pas la solution aux problèmes rencontrés dans les pays d'origine. Au lieu d'encourager les départs des pays d'origine et de faciliter les migrations, il faudrait mettre l'accent sur la fourniture d'une assistance permettant

aux personnes de rester dans leur propre pays dans la paix et la prospérité. La Hongrie se dissocie donc des paragraphes 16, 18 et 42 du projet de résolution.

104. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.27 est retiré.*

Point 23 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (suite)

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (suite)
(A/C.2/77/L.37 et A/C.2/77/L.45)

*Projets de résolution A/C.2/77/L.37 et A/C.2/77/L.45 :
Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies*

105. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

106. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.45 est adopté.*

107. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont heureux de se joindre au consensus sur le projet de résolution et attire l'attention sur la version intégrale de la déclaration générale faite précédemment par sa délégation, qui présente sa position sur les questions transversales traitées dans le texte, dont le Programme d'action d'Addis-Abeba.

108. **M. de La Maisonneuve** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, candidat potentiel, et, en outre, de la Norvège, déclare que l'Union européenne et ses États membres soutiennent l'adoption par consensus du projet de résolution, étant donné que la réforme du système des Nations Unies pour le développement se trouve dans une phase cruciale. Le texte fait ressortir des priorités importantes et contribuera de manière significative à la préparation du débat du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles de développement. Toutefois, il est décevant que la Commission ne soit pas parvenue à un consensus au sujet de la situation financière précaire du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et de la nécessité d'un financement adéquat, prévisible et durable de ce dernier.

109. Il y a également eu une certaine confusion concernant les termes employés en lien avec le pacte de financement. L'Union européenne et ses États membres sont favorables à ce que le débat du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles devienne le principal organe directeur du système des Nations Unies pour le développement. Les discussions ont clairement mis en évidence la nécessité de renforcer

le débat consacré aux activités opérationnelles et d'en tirer pleinement parti et sa délégation attend avec intérêt que des discussions constructives aient lieu dans un avenir proche sur cette question.

110. *Le projet de résolution A/C.2/77/L.37 est retiré.*

La séance est levée à 17 h 10.